



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



WESTMINSTER & CITY

NEWS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N°9 – du 24 février au 2 mars 2023

En bref

- Les approbations de [prêts](#) immobiliers ont diminué de 40 500 en décembre à 39 600 en janvier (pour un volume mensuel de 3,1 Md£). Il s'agit du plus faible nombre d'octrois de crédit immobilier depuis janvier 2009, hors pandémie.
- Les ménages britanniques ont contracté 1,6 Md£ de [crédit](#) à la consommation en janvier après 0,8 Md£ en décembre.
- Le [Labour](#) se fixe cinq missions qui guideront son action gouvernementale en cas de victoire aux prochaines élections d'ici fin 2024. Il entend notamment faire du R-U le pays avec la croissance économique la plus élevée du G7.
- À compter du 1^{er} avril, le plafond tarifaire s'appliquant sur l'énergie consommée par les ménages défini par l'[Ofgem](#), le régulateur de l'énergie britannique, s'élèvera à 3 280 £ par an pour un ménage de référence, contre

LE CHIFFRE À RETENIR

49,3

L'indicateur S&P / CIPS PMI
manufacturier augmente en février,
de 2,3 pts par rapport à janvier.

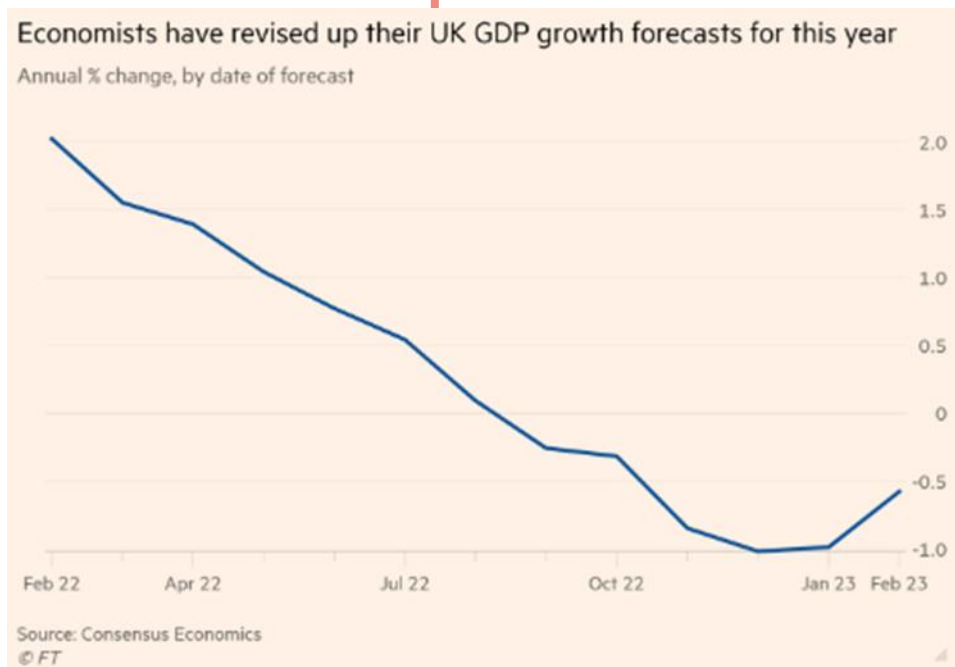
4 279 £ depuis janvier 2023. Les ménages resteront protégés par le bouclier gouvernemental (*Energy Price Guarantee*) dont le seuil est réhaussé de 2 500 £ à 3 000 £ dans le même temps.

- Selon le FT, consécutivement aux avancées sur le protocole Nord-Irlandais, l'Union européenne pourrait signer le *Memorandum of understanding* (MoU) sur les services financiers avec le Royaume-Uni. Ce MoU, prévu par l'Accord de commerce et de coopération, organise un dialogue volontaire sur les services financiers.

- L'objectif britannique d'avoir 40% de femmes siégeant aux Conseils d'administration des entreprises du FTSE350 a été atteint avec 3 ans

d'avance par [rapport](#) à la cible, selon le FTSE Women Leaders Review.

Graphique de la semaine : Les économistes relèvent leur prévision de croissance du RU pour 2023.



Source : [Financial Times](#)

Clé de lecture : Alors qu'en décembre et janvier derniers, les économistes du [Consensus Economics](#) s'attendaient, en moyenne, à une contraction du PIB britannique de -1 % en 2023, ils prévoient désormais une récession de plus faible ampleur, à -0,6 % en raison de statistiques conjoncturelles mieux orientées qu'anticipées.



Actualité macro-économique

Le [Gouverneur](#) de la Banque d'Angleterre estime qu'une nouvelle hausse du taux directeur pourrait s'avérer appropriée – A. Bailey estime que l'économie évolue à peu près en ligne avec les prévisions de février dernier, sans se prononcer sur l'orientation de taux de la BoE dans les prochaines semaines. L'inflation a été légèrement plus faible alors que l'activité et les salaires ont été un peu plus dynamiques. Les données publiées dans les semaines à venir viendront enrichir la vue d'ensemble de l'économie et les perspectives d'inflation ce qui informera la prise de décision lors du prochain comité de politique monétaire le 23 mars 2023.

Actualité commerce & investissement

Le ministère de l'économie et du commerce britannique promeut les opportunités à l'export vers les Etats-Unis et au Canada dans 12 villes britanniques – En présence de la commissaire au commerce aux Etats-Unis, Emma Wade-Smith, la tournée a consisté en l'organisation de conférences et sessions thématiques (finance, technologies, industries créatives, transports, espace) promouvant le soutien à l'export dont peuvent bénéficier les entreprises britanniques souhaitant exporter aux Etats-Unis et au Canada. Pour mémoire, le Royaume-Uni a signé des protocoles d'ententes avec divers états américains (Indiana, Caroline du Nord et du Sud) et en cours de discussions avec la Californie,

Oklahoma, Utah et le Texas. S'agissant du Canada, le Royaume-Uni négocie actuellement en vue d'un renforcement de l'accord de libre-échange en vigueur, hérité de l'UE.

Dans un discours au *Legatum Institute*, la ministre au commerce britannique réitère ses cinq priorités – Elle a ainsi mentionné sa volonté de réduire les barrières réglementaires et tarifaires (le gouvernement aurait identifié 100 barrières) afin d'accroître les exportations britanniques en vue d'atteindre l'objectif des 1000Md£ à l'aune de 2030. A cela s'ajoutent également les ambitions en termes d'investissements et d'attractivité: la ministre a réitéré sa déception de voir certaines entreprises et personnalités politiques britanniques critiquer le Royaume-Uni dans une enceinte internationale. Enfin, il a été fait mention des négociations commerciales ainsi que du rôle du Royaume-Uni comme garant du libre-échange à l'échelle mondiale. Sur ce dernier point, la ministre a fait mention des inquiétudes britanniques à l'égard de l'Inflation Reduction Act américain.

Le premier ministre britannique Rishi Sunak et la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen présentent le «cadre de Windsor» – Ce cadre a pour objectif de mettre un terme aux tensions liées au Protocole nord-irlandais, notamment en prévoyant une simplification des procédures douanières pour les entreprises détenant le statut de «*trusted traders*» et des simplifications en termes de formalités SPS pour les produits destinés à rester en Irlande du Nord. En outre, le cadre garantit également l'acheminement de médicaments britanniques en Irlande du Nord qui devront indiquer «UK only», des dérogations limitées en matière de TVA et droits

d'accises. S'agissant de la gouvernance, les parties ont convenu d'un mécanisme d'urgence « Stormont Brake » octroyant au gouvernement britannique la possibilité de suspendre l'application d'un acte législatif de l'UE à la demande de 30 députés de l'Assemblée nord-irlandaise. A noter que le mécanisme a vocation à être utilisé en dernier ressort si l'acte en question génère un impact significatif et durable sur la vie des communautés d'Irlande du Nord. L'accord doit maintenant être approuvé par le Parlement britannique et soutenu en Irlande du Nord. Tandis que R.Sunak a effectué une visite en Irlande du Nord pour promouvoir le nouveau cadre en estimant que l'Irlande du nord deviendrait la zone économique la plus prometteuse du monde, le parti unioniste nord-irlandais (DUP) a déclaré étudier le cadre avant de prononcer. Au niveau national, alors que le parti travailliste a annoncé soutenir le nouveau cadre, l'ancien premier ministre Boris Johnson a annoncé qu'il trouvait « très difficile de voter pour un tel accord ».

Une [étude](#) du think-tank *Resolution Foundation* analyse la performance du commerce extérieur britannique depuis sa sortie de l'UE – S'agissant des services, les exportations britanniques ont bénéficié de la reprise mondiale – ces dernières étaient supérieures de 3,6% depuis l'entrée en vigueur de l'accord de commerce et coopération entre le Royaume-Uni et l'UE par rapport à la moyenne des pays de l'OCDE (T1 2021 au T2 2022 - à noter que les chiffres sont à interpréter avec précaution en raison d'ajustements effectués par l'ONS récemment). Concernant les marchandises, les exportations britanniques ont augmenté à partir du second semestre 2022 mais cela se justifie, en partie, par la hausse (en valeur) des exportations de métaux précieux vers la Chine, Hong-Kong, la Suisse et les Emirats Arabes Unis. Ainsi, selon la *Resolution*

Foundation, l'amélioration du commerce extérieur britannique ne peut pas être interprétée comme le signe d'une amélioration pérenne de la compétitivité britannique.

Actualité financière

1. Réglementation financière et Marchés

La *Financial Conduct Authority (FCA)* a [publié](#) la 6^{ème} *Regulatory Initiatives Grid*, document fournissant des détails sur le calendrier des initiatives réglementaires des 24 prochains mois – L'édition précédente, publiée en Mai 2022, s'était focalisée sur les sanctions financières et l'augmentation du coût de la vie. Cette nouvelle édition contient de nombreux thèmes, allant des « Réformes dites d'Edimbourg », aux régulations du secteur des Buy Now Pay Later, à l'ESG et les standards de reporting de l'International Sustainability Standards Board, et enfin le Strong and Simple Framework. La prochaine édition devrait être publiée en fin d'année.

La réforme dite du « Consumer Duty » de la FCA pourrait durement impacter les entreprises de services financiers selon A.Griffith, Secrétaire économique du Trésor – Pour rappel, cette réglementation entend obliger les entreprises de services financiers à obtenir le « meilleur résultat » pour leurs consommateurs et érige un ensemble de règles pour y parvenir, avec une mise en œuvre à partir de juillet 2023. Selon le FT, de nombreuses entreprises se plaindraient du fardeau administratif que

cette réforme créerait. Ils ont aussi prévenu qu'elle pourrait déclencher des poursuites abusives de la part de sociétés de gestion opportunistes alléguant de traitements non-équitable pour leurs clients. A.Griffith serait critique de cette réforme alors que les promesses gouvernementales tendent à davantage vouloir diminuer le poids du reporting attribué au cadre hérité de l'Union européenne. Cependant, selon S.Mills, responsable des consommateurs et de la concurrence à la FCA, un grand nombre d'entreprises auraient fait «de grands progrès» pour être en adéquation avec la réglementation bien qu'il reste un «petit nombre» qui aurait «adopté une tactique d'évitement dans l'espoir que la réforme disparaisse».

La commission des finances de la chambre des communes a [interrogé](#) des membres de l'Investment Association (IA) ainsi que de la FCA concernant les nouveaux critères de soutenabilité des fonds (SDR) – C. Cummings, chef exécutif de l'IA, a expliqué aux parlementaires britanniques que ces règles excluraient environ 60 à 70% des fonds d'investissements de détail, tout en annonçant que le secteur n'était pas prêt pour de tels changements portant également sur le social et la gouvernance. La FCA a quant à elle considéré que le secteur s'adapterait comme il l'a fait en UE pour des règles similaires. La FCA, ayant récemment clos la consultation sur la SDR, a annoncé lors de cette audition qu'un tiers des fonds britanniques actuellement commercialisés comme «*sustainable*» ne pourraient plus bénéficier de ce label et qu'un autre tiers choisirait de ne pas l'utiliser. Enfin, K.Levick directrice associée de la finance durable au sein du groupe de réflexion E3G, a déclaré lors de l'audition que la réglementation de la FCA "supprimerait le nombre important de

comportement de greenwashing présent sur le marché".

J. Cunliffe, gouverneur adjoint de la Banque d'Angleterre (BoE), a été [interrogé](#) par la commission des finances de la chambre des communes concernant l'utilité de la création d'une Monnaie Numérique de Banque Centrale (CBDC) – Au cours de cet interview, Cunliffe a soutenu l'utilité de cette future monnaie digitale pour l'inclusivité des citoyens britanniques, en diminuant un potentiel futur oligopole d'entreprises de la tech. Questionné sur le retard de la consultation (prévue pour décembre 2022) et sur un potentiel désaccord avec le Trésor, le gouverneur adjoint a répondu qu'il n'y avait aucune différence d'opinions entre les deux institutions, le retard étant dû à des problématiques techniques. Enfin, J. Cunliffe a laissé entendre que la technologie sous-jacente du pound digital pourrait ne pas être un *Distributed Ledger Technology*, considérant ces systèmes comme ayant de «vrais problèmes en matière de scalabilité» et ne pouvant pas traiter autant de transactions par seconde que souhaité pour le pound digital.

2. Banques et assurance

La Prudential Regulatory Authority (PRA) a publié deux [consultations](#) portant sur le régime simplifié pour les banques de tailles modestes «*Strong and Simple Framework*» – Afin de clarifier le processus, la PRA propose de développer ce régime simplifié en deux phases. La première sera focalisée sur les mesures prudentielles non liées au capital et la seconde couvrira les exigences en capital. Dans cette consultation de la première phase, la PRA propose (i) de nouvelles exigences de liquidité pour

l'application du ratio de financement stable net (NSFR), (ii) des révisions des compléments de liquidité du deuxième pilier, (iii) un nouveau modèle simplifié de processus d'évaluation de l'adéquation de la liquidité interne (iv) la suppression de certains modèles de reporting (v) de nouvelles obligations d'information au titre du pilier 3 pour les banques à régime simplifié , et (vi) des simplifications de certaines approches de proportionnalité actuellement applicables dans le *Rulebook*

de la PRA. Enfin, dans le même temps, la PRA a publié une autre consultation portant sur la suppression de l'obligation d'appliquer les règles relatives aux malus, aux *clawbacks* et aux buyouts encadrant les politiques de rémunérations au sein de ces banques.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication : Service Economique Régional de Londres

Rédacteurs : Quentin Bon, Carole Lebreton et Sophia Milliaud

Revu par Thomas Ernoult

Pour s'abonner : londres@dgtresor.gouv.fr